PREMIÈRE PARTIE :

LES CARACTERISTIQUES DES CHEMINS RURAUX

16. L'ancien article 59 du code rural, dans sa rédaction issue de l'ordonnance du 7 janvier 1959, donnait des chemins ruraux la définition suivante : « Les chemins ruraux sont les chemins appartenant à la commune, affectés à l'usage du public, qui n'ont pas été classés comme voies communales. » Il en résulte que les chemins ruraux constituent ainsi une catégorie « résiduelle » des voies appartenant à la commune dans la mesure où ils regroupent toutes celles qui n'ont pas été classées ailleurs.

17. La définition donnée par le nouveau code rural est identique ; elle retient les mêmes caractéristiques de droit et de fait. Elle précise que les chemins ruraux font partie du domaine privé de la commune (art. L 161-1), donc par détermination de la loi, particularité que confirme dans les mêmes termes le code de la voirie routière (art. L 161-1). Cette définition confirme ainsi les trois conditions traditionnellement exigées, et qui doivent être cumulativement remplies, pour que la qualité de chemin rural soit reconnue à une voie.

A - PREMIÈRE CONDITION : ÊTRE LA PROPRIÉTÉ DE LA COMMUNE

18. La commune doit être propriétaire de la voie, mais cette propriété peut être parfois partagée avec une autre commune. Tel est le cas des chemins ruraux se prolongeant sur le territoire d'une autre commune, la propriété communale cessant alors dès le franchissement de la frontière entre les deux communes. Tel est aussi le cas des chemins ruraux dont l'axe médian constitue cette frontière, la propriété ne s'étendant alors que sur la moitié de voie. Sous cette réserve, cette première condition de propriété, essentielle pour la qualification d'une voie comme chemin rural, va de soi, mais pose tout de même parfois des problèmes de preuve, en raison de l'incertitude des documents ou titres anciens, et des révisions cadastrales. Ces difficultés sont résolues à l'aide des principes juridiques

suivants : la commune bénéficie d'une présomption de propriété (voire même parfois par une présomption d'usage), mais qui peut être combattue par la preuve contraire.

1. LA PRÉSOMPTION DE PROPRIÉTÉ

19. La présomption de propriété. « Tout chemin affecté à l'usage du public est présumé appartenir à la commune sur le territoire de laquelle il est situé ». Cette règle est posée par l'article L 161-3 du code rural et fait l'objet d'une abondante jurisprudence des tribunaux judiciaires ou administratifs (Cass., 20 mai 1957, *commune de Charot*, Bull. civ. n° 225).

Cette présomption s'étend non seulement à l'assiette du chemin rural, mais aussi à ses dépendances qui en font partie intégrante, telles que les talus et les berges (CA Montpellier, 26 juillet 1897, *Marseillan*, DP, 99/1526 ; CE, 23 décembre 1910, *Copin*), les « usoirs », bandes de terrain situées le long des voies à la traversée des localités jusqu'aux immeubles construits en Moselle (TC, 22 septembre 2003, *Grandier*, n° C3369), ainsi que les bornes et les panneaux de signalisation. Il en est de même pour les arbres plantés sur les dépendances du chemin, mais cette fois par application du principe selon lequel les plantations faites sur un terrain sont présumées faites par le propriétaire et lui appartenir (C. civ., art. 553).

En revanche, les haies sont présumées appartenir aux propriétaires riverains, dont elles protègent les cultures (Cass., 30 janvier 1905, DP 1905.1.120). De même, un arrêt dissocie le cas d'une buse, dont il reconnaît le caractère d'ouvrage public, passant sous le chemin rural (CE, 19 avril 1991, *Denard*, Lebon p. 148). On peut, semble-t-il, admettre que la solution serait la même pour le cas d'un pont emprunté par un chemin rural, ce dernier restant dans le domaine privé, mais le pont relevant du domaine public de la commune.

20. La conséquence la plus directe de cette présomption est qu'en cas de contentieux, il appartient à celui qui se prétend propriétaire du chemin de produire un titre de propriété ou de démontrer l'existence à son profit d'une prescription acquisitive (Cass., 25 juin 1975, JCP 75 IV, n° 268 ; sur la prescription, voir *infra* n° 223 et s.).

En faveur de la commune, et pour conforter cette présomption, le juge pourra retenir divers éléments. Au nombre de ces derniers, figure en premier lieu l'inscription au cadastre qui constitue un inventaire systématique du foncier étendu à l'ensemble du territoire et dont la mise à jour est assurée régulièrement. En conséquence, il est normal qu'il indique l'emplacement des chemins ruraux, où leur représentation présente les avantages de

préciser leur existence, leurs limites, les parcours des chemins de randonnée, malgré les distorsions existant parfois entre la situation sur le terrain et le plan cadastral. Mais il est de jurisprudence constante que l'inscription au cadastre ne constitue en aucune manière une preuve, de même qu'une erreur au cadastre est sans incidence sur l'appréciation du droit de propriété (CAA Bordeaux, 5 juillet 1999, *commune de Colombiers*, n° 96BX00461).

Peuvent également conforter cette présomption, le tableau récapitulatif ou l'inventaire des chemins ruraux (voir *infra* n° 51), les mentions portées sur les actes, plans et documents administratifs ou notariés, le non assujettissement à l'impôt foncier, ou le fait que le demandeur avait dans le passé, demandé à la commune d'acquérir le chemin rural (Cass., 27 janvier 2004, *Belliard c/commune de Roannes-Saint-Mary*, n° 02-19372), etc. Les tribunaux judiciaires attachent en outre une grande importance au fait que, même si les chemins ruraux ont cessé d'être utilisés, le transfert de propriété n'ait pas été effectué légalement au profit d'un autre propriétaire (Cass., 18 janvier 1984, Bull. civ. III n° 17).

21. Actes de surveillance. Les tribunaux retiennent également, conformément aux articles L 161-2 et 3 du code rural, des « actes réitérés de surveillance et de voirie » effectués par la commune. C'est ainsi qu'il a été jugé (Cass., 18 janvier 1984, précité) qu'un chemin qui n'est pas classé comme voie communale, mais qui a été affecté à l'usage du public est, bien qu'ayant cessé d'être utilisé, présumé appartenir à la commune tant que son aliénation n'a pas été réalisée dans les formes prescrites par la loi. Cette jurisprudence est régulièrement confirmée (Cass. civ. 3^e, 3 juillet 2002, *commune d'Autrecourt-et-Pourron*, n° 00-21996).

Toutefois, un chemin qui a disparu depuis plus de 30 ans et dont l'assiette fait partie intégrante de propriétés privées, ne constitue pas un chemin rural, bien qu'il ait été classé par la commune dans la liste des chemins ruraux et figure à ce titre au cadastre rénové (CA Lyon, 26 janvier 1984). De même, le fait pour la commune, d'avoir exécuté des travaux sur un sentier ouvert à la circulation générale, mais aménagé sur des parcelles privées, ne permet pas de ranger ce sentier dans la catégorie des voies appartenant à la commune (CE, 19 mars 1986, *Vetelai*, n° 49951).

2. LA PREUVE CONTRAIRE

22. La présomption de propriété instituée en faveur de la commune peut tomber devant la preuve contraire. L'article L 161-3 du code rural dispose en effet expressément que cette appartenance n'est présumée que « jusqu'à preuve du contraire ».

23. En effet, cette présomption peut être combattue par la preuve contraire, mais elle peut être invoquée par tout intéressé (Cass. civ., 10 mars 1976). En cas de contestation, seul le tribunal judiciaire est compétent pour trancher la question de propriété et la juridiction administrative doit, si la difficulté est sérieuse, constater l'existence d'une « question préjudicielle » et se déclarer incompétente (CE, 20 novembre 1998, *commune de la Chapelle-du-Lou*, n° 155111 ; voir sur cette notion, *infra* n° 479).

24. La charge de cette preuve n'incombe pas, en application des règles habituelles de jurisprudence, à la commune, mais au propriétaire supposé qui revendique la propriété du terrain concerné (Cass., 27 février 1961, *Polacc*). Cette preuve pourra résulter :

- d'un titre de propriété, dont le juge administratif appréciera la valeur (CE, 27 février 1995, *Mitterand-Wegman*, n° 114782), sous réserve de l'éventualité d'une difficulté d'interprétation qui l'obligera alors à saisir le tribunal judiciaire (CE, 27 février 1995, *Brustolin*, n° 133752) ;

- d'un acte passé entre particuliers sans intervention de la commune, bien que la question soit discutée : si certaines décisions l'ont admise (TA Rennes, 13 décembre 1967, *ville de Cancale*), d'autres l'ont refusée (Cass., 4 décembre 1969, *époux Veau*, Bull. civ. III n° 791) ;

- plus souvent encore de la prescription acquisitive revendiquée par un particulier. En effet, n'appartenant pas au domaine public communal, les chemins ruraux sont prescriptibles. Ce qui signifie que toute personne qui pourra justifier d'une possession publique, paisible, continue et non équivoque pendant 10 ans si elle est de bonne foi, 30 ans dans le cas contraire, pourra se voir reconnaître, par les tribunaux judiciaires, seuls compétents en ce domaine, la propriété du sol où se trouvait le chemin rural.

B - DEUXIÈME CONDITION : ÊTRE AFFECTÉ À L'USAGE DU PUBLIC

25. La présomption d'affectation. Conditions alternatives. De même qu'il existe une présomption de propriété, il existe aussi une présomption d'affectation, dont la source juridique réside dans l'article L 161-2 du code rural précité qui dispose : « l'affectation à l'usage du public est présumée notamment par l'utilisation du chemin rural comme voie de passage ou par des actes réitérés de surveillance ou de voirie de l'autorité